

# **L'ECOLE EN DANGER**

***C'est la formation de nos enfants et leur avenir  
qui sont remis en cause.***

**Le ministre de l'Education Nationale Luc Chatel, déclarait la veille de la rentrée scolaire qu'il fallait investir dans l'éducation mais avec des postes en moins. Nicolas Sarkozy avait annoncé la suppression de 80 000 postes d'enseignants durant son mandat. Cette année 13 500 postes ont disparu et 16 000 autres seront supprimés en 2010. Cette stratégie de casse systématique du service public d'éducation est grave et ses conséquences de plus en plus visibles.**

**Les résultats du BAC dans l'académie de Lille sont toujours inférieurs à la moyenne nationale. De très nombreux lycéens à Lille et Dunkerque ne trouvent plus d'affectation dans les établissements de leur choix, 90 d'entres eux sont sans documentalistes. L'accueil des enfants de 2 et 3 ans est très difficile faute d'enseignants. La crise économique sévère qui nous touche aggrave les inégalités criantes de notre société. Nos concitoyens commencent à en percevoir les effets et pensent à 79 % que les réductions de postes d'enseignants auront un effet négatif sur la réussite scolaire de leurs enfants.**

**Les conditions d'exercice du métier d'enseignant se dégradent chaque année de plus en plus (nomination sur plusieurs établissements) et le pouvoir d'achat est en baisse. Le ministre du budget Eric Woerth est obligé de déclarer « le salaire moyen des enseignants inférieur à 2 000 euros est assez faible, il faut bien l'admettre ».**

**Quel cynisme de nos gouvernants !**

**L'attaque du gouvernement contre l'Ecole, de la Maternelle à l'Université, est massive. Depuis un an des milliers d'enseignants, de lycéens, d'étudiants, de parents se sont mobilisés contre la suppression massive d'emplois dans l'éducation et la Recherche et contre les nombreuses réformes mises en œuvre par N. Sarkozy et ses ministres qui touchent aux fondamentaux du service public national d'éducation, et de formation : fin de la sectorisation scolaire, fichage des élèves, réforme de l'école élémentaire, du collège au lycée sur la base d'une refonte des programmes, autonomie et mise en concurrence des établissements...**



**Conséquence de cette politique** c'est une école à deux vitesses qui se met en place, les parents qui pourront se le permettre financièrement se tourneront de plus en plus vers les cours particuliers voire l'école privée. Les jeunes, les enseignants, les parents ont raison de refuser les logiques néo-libérales qui conduisent à la marchandisation et à la mise en concurrence généralisée de notre système éducatif. Celles et ceux qui se mobilisent ne contestent pas le principe même de réforme de l'école mais ils veulent des réformes qui aillent dans le sens d'une école de la justice, de l'égalité et de la réussite.

## **Le Parti Communiste Français a des propositions. Une ambition pour le 21ème siècle.**

### **Un haut niveau de culture pour tous.**

L'école doit participer à l'émancipation des individus, socialiser les jeunes transmettre des valeurs, former à l'esprit critique, aider l'individu à se construire, à s'épanouir, lui donner les clés pour comprendre le monde, contribuer à former le travailleur, le préparer à l'insertion professionnelle.

### **Engager une lutte résolue contre les inégalités.**

Il ne suffit pas de vouloir une culture commune de haut niveau, il faut que chaque jeune l'acquière. Trop longtemps les politiques de gauche ont proclamé des objectifs ambitieux sans se donner les moyens de leur réalisation, la droite d'ailleurs s'en saisit pour dire qu'il n'est pas possible d'avoir la même ambition pour tous.

Il faut mettre en place un plan de lutte contre les inégalités. Financer sur 10 ans un programme de recherche pour combattre l'échec scolaire, pour aider les professeurs et améliorer leur formation. En 5 ans pré-recrutons chez les étudiants 150 000 enseignants et 45 000 personnels, investissons dans la formation des enseignants. Créons un fonds national de lutte contre les inégalités, pour permettre la gratuité d'accès aux outils nécessaires à une scolarité réussie. Revenons à une carte scolaire qui garantisse la mixité et la réussite pour tous.

### **Il faut faire le choix de la démocratie**

L'école n'appartient pas aux experts, mais aux citoyens, enseignants et lycéens. Créons un statut de délégué de parent d'élève, du délégué de classe pour les élèves, avec une réelle prise en compte des syndicats enseignants, étudiants et lycéens dans les conseils d'administration..

### **Reconnaissance des formations scolaires.**

Développons la reconnaissance des qualifications qu'apportent les formations scolaires et professionnelles dans les conventions collectives et les grilles salariales. Ce qui va à l'inverse des politiques d'individualisation des parcours.

### **La question des moyens.**

Nos gouvernants ne cessent de nous persuader que le budget de l'éducation nationale progresse d'année en année. La vérité est que si l'on reporte les budgets de l'éducation à la part des richesses, produites, on s'aperçoit que la part de l'Etat est en régression constante.

**A l'inverse des projets de la droite, ces propositions impliquent de changer l'école afin de lui permettre de franchir un nouveau cap vers une démocratisation effective.**